

Pour Vital Kamerhe, il faut des sanctions contre le régime

Congo-Kinshasa L'opposant a été invité à s'exprimer devant le parlement européen.

Sous Mobutu, l'Europe avait réagi après le massacre d'étudiants à Lubumbashi⁽¹⁾. "Nous voulons des sanctions, notamment des restrictions de visa", contre les principaux responsables de la répression des manifestations de janvier au Congo, a déclaré à Bruxelles, vendredi, un des chefs de l'opposition congolaise, Vital Kamerhe.

M. Kamerhe a été invité à s'exprimer devant le parlement européen, à l'invitation de la députée socialiste belge Marie Arena, avant de participer à une conférence sur la situation dans son pays avec des académiques et représentants d'ONG.

Corps enlevés

Paul Nsapu, secrétaire général de la FIDH (Fédération internationale des Ligues des Droits de l'homme), a ainsi confirmé son bilan de "plus de 42 morts" lors de la répression des manifestations de janvier contre le projet de prolongation au pouvoir du président Joseph Kabila au-delà de la fin de son second mandat. Voyant le déploiement de moyens policiers et de chars pour empêcher un soulèvement comme au Burkina Faso, "nous étions déjà dans les hôpitaux" quand la répression a frappé.

La garde présidentielle "a enlevé des corps" pour qu'ils ne puissent être comptabilisés, a indiqué M. Nsapu.

Vital Kamerhe a souligné que le calendrier électoral n'était "pas réaliste", en particulier pour les élections locales et provinciales prévues fin 2015, soulignant qu'il y avait "1 500 circonscriptions électorales" pour les locales, "qui ne sont pas les mêmes que pour les provinciales!".

En outre, ce calendrier "viole la Constitution" parce qu'il prévoit de ne pas enregistrer les "10 millions" de Congolais ayant atteint 18 ans depuis l'enrôlement des électeurs de 2011.

Le coût annoncé, "1,1 milliard de dollars", est destiné à "nous effrayer" et pouvoir annoncer "qu'on ne peut organiser les élections".

Or, dit M. Kamerhe, la présidentielle et l'élection des députés, prévues en novembre 2016, "ne posent pas de problème" et cela même si on n'aura pas pu tenir les provinciales. "Le 20 décembre 2016, le nouveau Président doit prêter serment." Ce sera alors "la première fois au Congo qu'il y aura un ex-Président en vie".

"Nous serons agressés"

Et l'opposant –arrivé troisième à la présidentielle frauduleuse de 2011, derrière Kabila et Tshisekedi – a ré-

sumé sa "vision" pour le Congo. Ce pays, dit-il, peut jouer "un grand rôle", contrairement à ce qui se passe aujourd'hui.

Un rôle en faveur de l'environnement, "grâce à nos forêts". En développant l'agriculture, qui donnera des aliments et des emplois : "Avec les potentialités du Congo, on peut nourrir

2 milliards de personnes si nos terres sont exploitées comme en Europe." En fournissant de l'électricité aux Congolais et aux pays voisins grâce au développement du barrage d'Inga. "Grâce à notre eau, car nous avons 53 % de l'eau d'Afrique et 15 % des réserves en eau douce du monde. Mais aujourd'hui nous n'en avons toujours pas dans nos maisons!"

Et l'opposant de mettre en garde: "Si nous n'avons pas une bonne politique, nous serons, demain, agressés pour nos ressources. Nous sommes entre deux déserts", rappelle-t-il en évoquant la lutte pour l'eau. "Et selon les études que j'ai vues aux Etats-Unis, dix minerais du Congo valent 24 000 milliards de dollars, soit les PIB des Etats-Unis et de l'Union européenne réunis!"

MFC

"Le 20 décembre 2016, le nouveau Président doit prêter serment. Pour la première fois au Congo, il y aura un ex-Président en vie."

VITAL KAMERHE

→ (1) La Belgique avait suspendu sa coopération et d'autres pays avaient adopté des sanctions.